



Christian Lamour

Expert du projet URBACT "EGTC" CEPS/INSTEAD, Luxembourg



Quel bilan tirez-vous de la conférence de lancement du projet ?

La conférence de lancement du projet EGTC a permis de mieux connaître les spécificités des territoires transfrontaliers engagés dans l'opération et d'engager un processus d'échanges constructifs entre des leaders politiques et techniques souhaitant définir un système de gouvernance transfrontalier associant à la fois efficacité et légitimité démocratique.

La présence d'élus locaux issus de 10 pays montre bien que la création de liens assurant la durabilité et la compétitivité d'aires urbaines transfrontalières ne relève pas du simple débat technocratique, mais bien d'une réflexion profonde d'acteurs politiques soucieux d'assurer l'attractivité de leur territoire via un processus de codécision dépassant le cadre national.

L'intégration européenne facilite l'émergence d'aires urbaines fonctionnelles chevauchant des Etats de l'Union en libérant les flux de biens, de personnes et de capitaux. Parallèlement à cela, le territoire politique, fondement des choix publics et axé sur le système bicéphale citoyenneté/solidarité, est très ancré dans les histoires nationales. Les échanges entre les partenaires du projet EGTC concernant les processus de gouvernance et la construction à venir de plans d'actions locaux en matière de partenariats transfrontaliers ne visent pas à effacer les frontières étatiques, mais à définir un réseau plus flexible de limites génératrices d'organisation, de sécurité et de confiance collective.

L'intérêt de cette rencontre, des futurs séminaires ainsi que des groupes de travail mis en place dans les 6 conurbations partenaires est de favoriser l'émergence d'un espace public européen, source de débats, d'opinion publique et de processus délibératif en matière de cohésion territoriale européenne. Ce projet participe au tissage de la toile transnationale et multi-niveaux des compétences et des légitimités servant de substrat au vivre ensemble communautaire de proximité.

Lancement à Strasbourg du projet URBACT "EGTC" sur les agglomérations transfrontalières

140 participants issus de 15 pays en Europe se sont retrouvés le 19 novembre dernier au Parlement européen de Strasbourg pour le lancement du projet "EGTC" portant sur la gouvernance des agglomérations transfrontalières en Europe.

Ce projet, pour lequel la MOT est chef de file, met en réseau plusieurs agglomérations transfrontalières en Europe². Son objectif est d'échanger et de travailler sur le développement de leurs outils de gouvernance transfrontalière locale. Plusieurs personnalités étaient présentes dont Michel Delebarre, président de la MOT, Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg et vice-président de la Communauté Urbaine de Strasbourg, Alain Lamassoure, député européen et vice-président de la MOT et Jan Olbrycht, membre du Parlement européen. La conférence a permis de mettre en avant les objectifs et les résultats espérés³ du projet et de présenter les attentes de chaque partenaire. Le projet s'étend sur une durée de 10 mois jusqu'en mai 2010.

Michel Delebarre a rappelé que la question urbaine représente un enjeu crucial pour l'Europe puisqu'elle concerne 80% de sa population. Lorsque ces aires urbaines sont situées de part et d'autre d'une frontière, la mise en place d'une gouvernance politique et technique commune, sur une échelle de proximité, est nécessaire : c'est ainsi que les agglomérations transfrontalières peuvent devenir "des lieux de convergence des politiques locales, nationales et européennes" et des "fers de lance de l'intégration et de la citoyenneté européenne", a-t-il souligné.

Roland Ries, qui a fait de la construction de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau un point fort de son programme, a indiqué qu'il souhaitait aujourd'hui "passer de la coopération à la codécision". Il a également souligné l'urgence de mieux impliquer les citoyens dans la construction européenne, par la coopération, "afin que



Signature lors de la conférence d'un accord de coopération entre les deux villes frontalières de Slubice (Pologne) et Francfort sur l'Oder (Allemagne).

l'Europe n'apparaisse plus comme une construction lointaine faite par des spécialistes". Cette implication du citoyen figure ainsi comme l'un des enjeux principaux du projet d'Eurodistrict.

Accord signé entre Francfort sur l'Oder et Slubice, entre l'Allemagne et la Pologne

Ryszard Bodziacki, maire de Slubice, et Martin Patzelt, maire de Francfort sur l'Oder ont annoncé et signé, pendant la conférence, un accord de coopération entre leurs deux villes, polonaise et allemande. Cet accord, très symbolique, scelle un avenir commun pour ces deux villes longtemps séparées par l'histoire et pose les bases d'une coopération transfrontalière renforcée entre elles.

¹ "Expertise de la gouvernance dans les agglomérations transfrontalières", projet financé par le programme URBACT.

² L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai (FR/BE), l'agglomération transfrontalière Francfort sur l'Oder/Slubice (DE/PL), l'Eurocidade Chaves-Verin (PT/SP), le GECT Ister-Granum (HU/SVK), l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau (FR/DE) et l'Eurodistrict Trinational de Bâle (FR/DE/CH).

³ Plus d'infos sur <http://urbact.eu/egtc>



PROJET COFINANCE PAR L'UNION EUROPEENNE

Un collège catalan dans les Pyrénées-Orientales

Un collège 100% catalan vient d'ouvrir ses portes dans les Pyrénées-Orientales, à proximité de Perpignan.

Le collège "Pompeu Fabre" a été inauguré en août dernier dans la petite commune de Soler, à une dizaine de kilomètres de Perpignan. Il s'agit du premier établissement scolaire financé par la Generalitat de Catalogne hors de son territoire. Celle-ci a en effet versé 2,916 millions d'euros à l'association "La Bressola" pour la construction du bâtiment en octobre 2007. Cette association gère sur le département des Pyrénées-Orientales 7 autres écoles maternelles et primaires qui enseignent en langue catalane. 77 collégiens,

répartis en 5 classes, ont ainsi fait leur rentrée en septembre 2008 dans ce collège où l'enseignement est entièrement effectué en catalan. Le collège pourra accueillir jusqu'à 180 élèves. Le terrain a pour sa part été cédé par la commune.

Pour la directrice de l'établissement, Nadège Mallafre, l'objectif est de permettre aux élèves une totale immersion en langue catalane, "tout en suivant les programmes de l'Education nationale français". Ainsi, les élèves "pourront par la suite, s'ils le désirent, aller travailler à Gérone. Ils parleront également plusieurs langues, ce qui favorisera leur ouverture d'esprit".



Gérone, côté espagnol

L'Espace catalan transfrontalier, un projet ambitieux et concret

Le dernier comité de pilotage politique pour la constitution d'un Eurodistrict de l'Espace catalan s'est tenu à Gérone le 21 novembre dernier. Les représentants des vingt-cinq institutions composant ce territoire y ont confirmé leur volonté de se structurer en un organisme commun transfrontalier.

L'Espace catalan transfrontalier est un territoire de plus d'un million d'habitants qui s'étend sur 10 000 km², du département des Pyrénées-Orientales côté français (Catalogne Nord) à la Région de Gérone en Espagne. De nombreuses similitudes caractérisent ces deux espaces séparés par la frontière franco-espagnole : une morphologie

proche avec la présence à l'est du littoral méditerranéen, des plaines urbanisées autour des deux principales agglomérations de Perpignan et de Gérone, et à l'ouest une partie montagneuse nettement moins peuplée. Le territoire se caractérise également par une forte attractivité touristique, de nombreux emplois et la présence d'une culture commune : l'identité catalane. Ces territoires présentent également de nombreuses différences : au niveau économique, le côté sud est plus industriel que le nord qui se caractérise par une économie plutôt agricole et tertiaire. La différence culturelle est par ailleurs très forte dans le rapport au logement : côté nord, le logement locatif et individuel prédomine, alors que côté sud, la propriété en habitat collectif est majoritaire.

Malgré le poids de l'histoire qui a contribué à éloigner ces deux territoires, leurs liens transfrontaliers demeurent très solides. Aujourd'hui, les populations n'hésitent pas à traverser la frontière pour des raisons essentiellement liées aux pratiques commerciales et aux loisirs. Certaines se sont même installées définitivement de l'autre côté de la frontière comme ces nombreux Catalans du sud qui vivent en Cerdagne française.

Ce sont ces caractéristiques, ces points communs, ces divergences et ces liens culturels et historiques qui font de cet espace un véritable bassin de vie transfrontalier. Et c'est ce territoire, baptisé "Espace catalan transfrontalier", que les autorités locales situées de part et d'autre de la frontière souhaitent doter d'un véritable projet transfrontalier commun, articulé autour d'actions concrètes.

Ainsi, depuis un peu plus d'un an aujourd'hui, les vingt-cinq institutions signataires de la déclaration de Céret du 27 juillet 2007, travaillent au sein d'un comité de pilotage afin d'aboutir aux objectifs qu'elles se sont fixés en signant cette déclaration : structurer et harmoniser cet espace par une politique concertée d'aménagement du territoire et de développement durable avec pour objectif de résoudre les problèmes quotidiens des populations dans des domaines aussi variés que l'emploi, l'économie, les services, les transports et moyens de communication, le tourisme, l'éducation, etc. Il s'agit à terme de pourvoir l'Espace catalan transfrontalier d'un organisme de coopération doté de la personnalité juridique ainsi que d'une autonomie sur le plan financier.

C'est dans ce contexte que la Mission Opérationnelle Transfrontalière s'est vu confier une mission d'accompagnement pour la structuration de cet Eurodistrict. La MOT a ainsi travaillé pendant neuf mois en collaboration avec l'Université de Gérone sur ce projet : elle a passé "au peigne fin" le territoire transfrontalier en rencontrant plus d'une soixantaine d'acteurs des deux côtés de la frontière, a analysé le fonctionnement du territoire et ses enjeux, a identifié les thématiques et les projets les plus structurants, dans le but d'aboutir à une proposition de gouvernance transfrontalière commune. Les conclusions de cette étude ont été présentées le 21 novembre 2008 à Gérone, à l'occasion du comité de pilotage politique de l'Eurodistrict. A l'issue de cette réunion, Christian Bourquin, président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales et Josep-Lluís Carod-Rovira, vice-président de la Généralité de Catalogne, ont confirmé au nom de tous les élus présents leur volonté de doter, d'ici la fin 2009, cet Eurodistrict d'une structure juridique commune, sous la forme d'une de Groupement européen de coopération transfrontalière (GECT).

Entretiens territoriaux de Strasbourg : un atelier sur la coopération transfrontalière



La MOT et le CNFPT ont organisé et animé le 3 décembre dernier l'un des 26 ateliers des Entretiens territoriaux de Strasbourg qui se sont déroulés les 3 et 4 décembre 2008.

Cet atelier, intitulé "**La coopération transfrontalière : des compétences pour construire un projet commun de territoire**", a donné un éclairage sur l'actualité de la programmation européenne et des dernières évolutions juridiques nationales et communautaires en matière de coopération transfrontalière. Il a également mis en avant **la nécessité d'une action concertée de l'ensemble des acteurs du territoire transfrontalier** s'inscrivant dans la construction d'un projet commun de territoire répondant aux attentes de la population.

Enfin, l'ensemble des problématiques soulevées ont été **illustrées par des exemples concrets portant sur les trois territoires suivants :**

- **un espace mixte infra-régional :** l'espace catalan transfrontalier,
- **une agglomération transfrontalière :** la Plateforme transfrontalière West-Vlaanderen/ Flandres-Dunkerque-Côte d'Opale,
- **une structure d'ingénierie transfrontalière :** l'AGAPE (Agence d'urbanisme de l'agglomération du Pôle européen de Longwy, à la frontière franco-luxembourgeoise).

Revue de presse

■ **Nous sommes SaarMoselle ! En route vers la création d'un groupement européen de coopération territoriale**, Entreprises magazine, nov./déc. "Bienvenue dans cette région entre Sarre et Blies, entre Merle et Rosselle, de part et d'autre de la frontière franco-allemande, qui dans les faits, n'en est plus vraiment une..."

■ **Eurodistrict – Les papiers d'identité à Strasbourg**, L'Alsace, 21 novembre "Roland Ries, maire de Strasbourg, a signé mercredi, à Strasbourg, une convention avec l'Etat permettant aux ressortissants français domiciliés dans le ressort de l'Eurodistrict, de se faire renouveler leurs papiers, carte d'identité ou passeport, à Strasbourg..."

■ **Les frontaliers piégés par leur assurance**, L'Est Républicain, 13 novembre "Le groupement transfrontalier européen rappelle qu'en matière d'assurance-maladie, les frontaliers bénéficient d'un droit d'option entre le régime suisse d'assurance maladie (LAMal), le régime français (CMU) et les assurances privées. Une fois effectué, le choix de l'assurance-maladie devient définitif..."

■ **Un parc marin naturel en création pour vivre la mer et de la mer**, L'Indépendant, 15 novembre "D'ici 2010, un parc naturel marin devrait voir le jour au large des côtes catalanes. Il sera géré par ceux qui vivent des activités marines. En ce moment, une mission étudie le périmètre de la future zone protégée..."

■ **Une Grande Europe pleine de frontières**, L'Humanité, 14 novembre "C'est une nouvelle revue qui paraît ce mois-ci, Grande Europe. Entièrement en ligne, elle est publiée par La Documentation française. Sa première livraison est gratuite. Tous les trois mois, une revue électronique traitera d'un thème particulier: ce mois-ci, celui des "frontières"..."

